



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

Mali

Question au Gouvernement n° 449

Texte de la question

SITUATION AU MALI

M. le président. La parole est à M. Jean Glavany, pour le groupe socialiste, républicain et citoyen.

M. Jean Glavany. L'engagement de nos troupes au Mali est une affaire sérieuse, grave, lourde. C'est probablement l'occasion, pour notre République, pour nos institutions et en particulier pour l'institution parlementaire, de tirer les leçons du passé d'un certain nombre d'opérations extérieures et de nouer avec le Gouvernement un dialogue qui éclaire nos concitoyens sur la gravité de cette intervention.

De nombreuses questions sont posées : celle, bien évidemment, de la situation militaire sur le terrain qui, par nature, change chaque jour ; celle de nos négociations diplomatiques avec nos partenaires européens, et au-delà avec ceux de l'Alliance ; celle de la situation d'un certain nombre de nos compatriotes otages ; celle des familles des victimes françaises - je pense plus particulièrement au département voisin du mien qui a déjà connu deux victimes : un militaire et un otage ; celle de nos expatriés qui sont menacés dans leur intégrité physique et dans leur sécurité ; enfin celles qui sont liées à l'avenir de la démocratie malienne, à l'avenir de l'identité touareg qui ne peut pas être confondue avec quelques actions de bandes armées, à l'avenir du Sahel et de l'Afrique subsaharienne. Bien évidemment, il faudra demain un plan pour l'avenir du Sahel et de l'Afrique subsaharienne, et - pourquoi pas ? - un plan européen.

On connaît ce vieil adage : " Si tu veux la paix, prépare la guerre ". On peut en citer un autre : " Si tu fais la guerre, prépare la paix ".

Monsieur le Premier ministre, les relations entre le Gouvernement et le Parlement se sont engagées sur de bonnes bases puisque vous avez reçu un certain nombre de responsables parlementaires et que le ministre de la défense s'est engagé à venir chaque semaine devant la commission de la défense. Mais il faut aller plus loin. Êtes-vous prêt à nouer un dialogue public au quotidien avec le Parlement pour que nos concitoyens soient éclairés ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*)

M. le président. La parole est à M. le Premier ministre.

M. Jean-Marc Ayrault, *Premier ministre*. Monsieur le député, oui il faut en permanence que le pouvoir exécutif et le pouvoir législatif puissent construire en quelque sorte une relation de confiance sur l'ensemble des questions qui concernent évidemment la France mais encore davantage une opération extérieure.

Avant de préciser les modalités auxquelles je pense, je voudrais rappeler les raisons pour lesquelles nous sommes engagés au Mali.

Aux côtés de ses forces armées, le Président de la République, a pris la décision, après les réunions du Conseil de défense, de répondre favorablement à la demande des autorités maliennes en situation de grand danger. Le déploiement de nos troupes se fait dans de bonnes conditions auprès des forces maliennes en attendant la mise en place de la force multinationale africaine.

Je rappelle que le premier objectif est d'arrêter l'offensive des forces terroristes qui étaient déployées en direction du sud. Si nous n'étions pas intervenus dans l'urgence, le Mali serait aujourd'hui aux mains des terroristes et c'est toute une région, l'Afrique de l'ouest, qui serait complètement déstabilisée. D'ailleurs, il suffit pour s'en convaincre de constater l'accueil qui est fait par les populations maliennes aux troupes qui, avec les troupes maliennes, libèrent un certain nombre de villes et font reculer les terroristes. Je pourrais aussi prendre pour exemple la réunion à laquelle le ministre des affaires étrangères, Laurent Fabius, a participé samedi

dernier, la réunion des États de l'Afrique de l'ouest ainsi que des représentants de l'union africaine. C'était un vrai soulagement que la France soit intervenue. Il y avait en quelque sorte un remerciement solennel exprimé par tous les chefs d'État qui étaient réunis là. En même temps, je le dis, la détermination de ces pays était encore plus forte à organiser la mise en place de la MISMA suite à la résolution du Conseil de sécurité de l'ONU du 20 décembre dernier.

Oui, aujourd'hui les contingents en provenance du Togo, du Nigeria, du Burkina Faso, du Bénin et du Sénégal sont en train de se déployer. Le renfort du Niger et du Tchad se concrétise. Ce sera bientôt le cas de la Guinée et du Ghana.

Quant au soutien financier, la réunion des donateurs se tiendra lors de la conférence d'Addis-Abeba qui aura lieu le 29 janvier prochain. Là encore, Laurent Fabius y représentera la France.

Quant au soutien de nos partenaires européens sur le plan politique, il est unanime, et nous en avons eu encore la preuve hier à l'occasion du cinquantième anniversaire du traité de l'Élysée. Ils considèrent, en effet, que l'intervention en urgence de la France contre le terrorisme était nécessaire et ils nous apportent leur soutien opérationnel.

M. Bernard Deflesselles. Paroles, paroles !

M. Jean-Marc Ayrault, *Premier ministre*. Je pense aux moyens militaires des Britanniques, des Danois, des Belges, des Allemands, des Néerlandais. Quant à la mission européenne de formation des troupes maliennes et de la MISMA, elle débutera au début du mois de février.

J'ajoute que les États-Unis et le Canada sont également à nos côtés.

Je veux dire à ceux qui seraient sceptiques qu'aucune intervention n'avait été autant préparée sur le plan international. (*Murmures sur les bancs du groupe UMP.*)

Dès son entrée en fonction, le Président de la République a appelé l'attention de nos partenaires européens et internationaux. À l'Assemblée générale des Nations unies, c'est lui qui a lancé un appel à la communauté internationale en rappelant les menaces qui pesaient sur le Mali, sur l'Afrique de l'ouest ainsi que sur l'Europe et sur la France. Sans cette mobilisation, sans ce travail de conviction, jamais la résolution du conseil de sécurité de l'ONU du 20 décembre dernier n'aurait pu être prise et jamais la MISMA n'aurait pu être mise en place.

Quant à la prise d'otages d'une violence inouïe avec des moyens militaires considérables qui a eu lieu la semaine dernière en Algérie, à In Amenas, elle était préparée depuis des mois. Elle vise l'Algérie mais elle souligne encore davantage la nécessité d'être unis, d'abord entre Français, mais aussi avec la communauté internationale, pour arrêter la menace terroriste. Ce qu'a fait l'Algérie était difficile. Je crois que ce pays a souffert depuis tant d'années du terrorisme qu'il sait ce que cela veut dire. Là encore, il fallait dire non à la violence telle qu'elle s'est exprimée. (*Applaudissements sur les bancs des groupes SRC et RRDP.*)

Mesdames, messieurs les députés, l'engagement au sol de nos troupes était également nécessaire pour réduire cette menace. Bien sûr, l'intervention aérienne et hélicoptérée complète est indispensable. En tout cas, l'engagement français préfigure la mission des forces africaines. Aujourd'hui, 2 300 hommes français sont sur le terrain, les frappes dans la profondeur pour désorganiser et affaiblir les moyens des groupes terroristes sont en cours.

M. Jean-François Lamour. Arrêtez de lire vos fiches ! Ce n'est pas d'un communiqué de presse dont nous avons besoin !

M. Jean-Marc Ayrault, *Premier ministre*. Avec notre appui, les forces armées maliennes ont repris, lundi, le contrôle de Diabali et de Douentza et se préparent à poursuivre leur progression.

La France va poursuivre son engagement mais n'a pas vocation à rester au Nord-Mali. Ce sont les Africains eux-mêmes, d'abord les Maliens et la MISMA, qui doivent prendre le relais. D'ores et déjà, à Bamako, l'état-major de la MISMA est installé, les troupes vont compléter.

En tout cas, nous souhaitons également que le gouvernement malien prépare la transition politique. Elle a démarré. Elle doit se faire aussi dans le dialogue, y compris avec les Touaregs, avec l'ensemble des communautés du Mali, sans concession aucune aux forces terroristes.

En tout cas, cette transition politique doit s'accompagner aussi d'une ambition en matière de développement. C'est l'affaire de la France, c'est l'affaire de l'Europe et c'est l'affaire des pays africains qui ont besoin de se développer. Sans développement, il n'y a pas de sécurité et, comme je l'ai dit la semaine dernière, sans sécurité il n'y a pas de développement.

Le ministre de la défense, Jean-Yves Le Drian, a répondu ce matin aux questions des députés. Le ministre des affaires étrangères l'a fait et tous les deux le feront encore davantage autant que nécessaire.

Mardi prochain, je recevrai à nouveau les représentants des groupes parlementaires de la majorité et de l'opposition, les présidents des deux assemblées ainsi que les présidents des commissions.

M. Jean-François Lamour. Ce n'est pas une réponse, c'est un monologue !

M. Jean-Marc Ayrault, *Premier ministre*. S'il faut un débat plus large avec les parlementaires, le Gouvernement y est prêt. Il se fera dans la transparence, l'information de chacun, pour que cette action de solidarité avec les Maliens soit un succès, pour la liberté et l'indépendance de ce pays, pour la lutte contre le terrorisme, pour la sécurité du Mali, de l'Afrique de l'ouest, mais aussi pour la sécurité de l'Europe et des Français.

(Applaudissements sur les bancs des groupes SRC et RRDP.)

Données clés

Auteur : [M. Jean Glavany](#)

Circonscription : Hautes-Pyrénées (1^{re} circonscription) - Socialiste, écologiste et républicain

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 449

Rubrique : Politique extérieure

Ministère interrogé : Premier ministre

Ministère attributaire : Premier ministre

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [24 janvier 2013](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [24 janvier 2013](#)